



Etablissement public du Parc national des Calanques

Décision individuelle

N°2016 - 128

Pétitionnaire : Pauline Garrigou – CPIE Côte Provençale Atelier Bleu
Nature de la demande : Manifestation publique
Localisation : boulevard Pierotti – fontaine de Voire, commune de Marseille

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.331-4-1 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-1 du code de l'environnement;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur) et notamment son MARCoeur 26 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la demande formulée le 1^{er} avril 2016 par l'association CPIE Côte Provençale Atelier Bleu représentée par Pauline Garrigou, Chef de projet EEDD, pour l'organisation de balades en direction de la fontaine de Voire dans le cadre de la fête de la nature, le 22 mai 2016 ;

Considérant que l'organisation et le déroulement de manifestations publiques peuvent être autorisées par le directeur de l'établissement public ;

Considérant que la manifestation rejoint les actions de l'établissement public du Parc national en matière d'éducation et de sensibilisation du public conformément à l'Objectif XI de la charte du Parc national ;

Considérant que les activités décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

ARRETE

Article 1

L'association CPIE Côte Provençale Atelier Bleu représentée par Pauline Garrigou, Chef de projet EEDD, est autorisée à organiser, une manifestation publique prenant la forme de balades naturalistes,

dans le cadre de l'édition 2016 de la fête de la nature, entre 14h et 17h30, le dimanche 22 mai 2016.
Les balades sonores se dérouleront sans amplification sur les sentiers balisés.

Article 2

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

1. l'organisateur ne pourra procéder à aucun aménagement, défrichage ni cueillette de quelque nature que ce soit sur le milieu naturel ;
2. l'organisateur devra procéder à l'enlèvement de tout matériel mis en place par lui ;
3. l'organisateur veillera à ce qu'aucun déchet ne soit abandonné ;
4. l'événement n'entraînera pas la pose de signalétique ;
5. l'organisateur et l'équipe d'encadrement devra veiller à ce que les activités n'impactent pas le patrimoine naturel et n'entrave pas l'accès du public ;
6. l'organisateur veillera au respect des réglementations applicables dans le cœur du Parc national des Calanques, notamment l'interdiction de fumer ;
7. l'organisateur s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au non-respect de la réglementation ;
8. Les participants devront être informés que l'opération se déroule dans le cœur du Parc national des Calanques et des comportements respectueux qui s'imposent, notamment vis-à-vis de la flore et de la faune ;
9. le non-respect de l'une de ces prescriptions pourra entraîner le refus de nouvelles autorisations pour des demandes ultérieures de l'association CPIE Côte Provençale Atelier Bleu.

Article 3

La présente autorisation est délivrée pour le ~~dimanche~~ 22 mai 2016, de 14h à 17h30

Article 4

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne substitue pas aux obligations de l'association CPIE Côte Provençale Atelier Bleu et aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de cette manifestation.

Article 5

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 18 mai 2016,

Le directeur de l'établissement public
du Parc national des Calanques,



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.